Document generated on 10/12/2024 3:41 a.m.

Études internationales

HOLM, Hans-Henrik and Georg SORENSEN (dir.). *Whose World Order? Uneven Globalization and the End of the Cold War*. Boulder, Westview Press, 1995, 246 p.

Joseph Maïla

Volume 27, Number 3, 1996

URI: https://id.erudit.org/iderudit/703637ar
DOI: https://doi.org/10.7202/703637ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Maïla, J. (1996). Review of [HOLM, Hans-Henrik and Georg SORENSEN (dir.). *Whose World Order? Uneven Globalization and the End of the Cold War*. Boulder, Westview Press, 1995, 246 p.] *Études internationales*, *27*(3), 680–682. https://doi.org/10.7202/703637ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

nationalisme et l'intervention. Il note aussi qu'il y a une certaine timidité de la part des grandes puissances à assumer leurs responsabilités pour assurer la stabilité et surtout le maintien du consensus sur certaines valeurs qui se manifeste depuis la fin de la guerre froide. Pour répondre aux défis de notre monde actuel, Halliday propose de «repenser les relations internationales» par l'étude du capitalisme, en particulier son histoire, mais surtout son fonctionnement comme système mondial, examiner ensuite comment différentes agences agissent dans les sociétés ainsi que de façon transnationale, voir le rôle des conflits de tout acabit sur le système international et enfin lancer un débat moral sur des questions qui touchent la communauté internationale : la loyauté, l'identité, la sécurité, l'égalité et la liberté, entre autres. C'est un défi de recherche plutôt riche, pour ne pas dire intimidant, mais qui, si on veut que le domaine se développe, doit être relevé.

Stanislav KIRSCHBAUM

Programme d'études internationales
York University, Collège Glendon, Toronto

Whose World Order? Uneven Globalization and the End of the Cold War.

HOLM, Hans-Henrik and Georg SORENSEN (dir.). Boulder, Westview Press, 1995, 246 p.

Dans un ouvrage qui se veut à la fois de bilan et de prospective, les différents contributeurs tentent de définir les voies nouvelles qui s'ouvrent dans les relations internationales maintenant que la chute du mur de Berlin a signifié la fin d'un monde.

Pour Georg Sorensen qui nous introduit à la problématique d'ensemble de l'ouvrage, «ce qui a changé» dans le monde depuis la fin de la guerre froide tient à la visibilité du phénomène de globalisation, entendu comme une interdépendance accrue des États et comme une affectation des politiques nationales par des flux transversaux universels. Globalisation inégale, toutefois, que celle qui, dans ses effets, accroît la dépendance de certains États, ceux du Sud, et qui renforce les États qui détiennent les richesses et le pouvoir technologique ou militaire, ceux du Nord. Cependant, plutôt que de s'attacher à théoriser cette globalisation, les directeurs de l'ouvrage ont préféré examiner région par région les effets du nouvel ordre mondial.

Ainsi, pour l'Afrique, qui ouvre l'ouvrage, le nouvel ordre signifie concrètement un élargissement du fossé développemental Nord/Sud, le déclin des idéologies et une influence accrue du FM et des programmes d'ajustement structurel sur les économies nationales. Selon l'analyse menée (par C. Ake), la globalisation annonce des jours difficiles et exaltants. Elle coïncidera pour l'auteur avec une demande accrue de démocratie entendue comme «une seconde indépendance», c'est-à-dire un désaveu des gouvernants qui jusque-là se sont imposés à leurs peuples.

Vue d'Amérique latine, la globalisation aura comme conséquence pour l'auteur (O. Sunkel), la fin du protectionnisme économique et comme perspective des exigences d'ouverture au marché mondial. Reste que face à la logique du marché et aux déstructurations prévisibles des économies

nationales, il faut que l'État apparaisse en Amérique latine comme un opérateur de la redistribution équitable des richesses.

En Asie du Sud, une opportunité politique se dessine, s'il faut en croire l'auteur de l'analyse (G. Rizvi), pour que soit mis fin à la confrontation entre l'Inde et le Pakistan maintenant que nulle puissance n'alimente les exacerbations nationalistes entre les deux pays. Propos sans doute à nuancer... Sur le plan économique, toutefois les perspectives paraissent plus nettes. L'un des effets les plus marquants de la globalisation sera de transférer les investissements, les aides et donc les intérêts des États-Unis, du Japon ainsi que de l'Europe, vers les pays de l'Europe de l'Est. Les États d'Asie du Sud seront forcés de jouer en priorité le jeu de l'intégration régionale.

Dans le cinquième chapitre, «La Chine dans l'après-guerre froide», l'analyse tend à montrer le caractère distinctif et discriminatoire de la globalisation. Pour l'auteur (Z. Yungling), la globalisation entraînera un surcroît d'intégration entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon. À l'écart du mouvement, la Chine entend ne pas se laisser détourner de son objectif essentiel : le développement et la croissance interne. Sur le plan politique, un redéploiement de la politique chinoise est prévisible. Son but sera d'affirmer le caractère de présence régionale et de leadership de la Chine dans les années qui viennent.

L'entrée brutale de la Russie dans le processus de la globalisation, processus qu'aura directement favorisé l'éclatement de l'URSS, produit un effet catastrophique sur le pays. La conclusion qui se dégage du chapitre qui est consacré à la Russie (V. Zubock) ne voit à l'horizon que précarité, affaiblissement et dépendance. La mondialisation a pris la Russie de court, en pleine décomposition ou recomposition, c'est comme on voudra. Qui stabilisera le pays ? Pour reprendre une expression de l'auteur, la Russie oscille entre un «*nation building*» d'où surgirait un «Pinochet» ou alors un «Jefferson». La Russie s'applique certes à favoriser les conditions de sa sécurité régionale. Pour le reste, son extrême fragmentation et sa dépendance économique en font un terreau d'incertitudes.

Dans la région «Asie-Pacifique» (T.Inoguchi), une croissance très forte accompagnée des traditionnelles rivalités entre les nations laisse entrevoir à l'auteur des regains de tensions. Dans ce contexte, nombreux seront les États tentés par des politiques protectionnistes. Deux raisons d'optimisme toutefois : une demande de coopération qui ira s'accroissant vu la nécessité pour la production régionale de s'ouvrir des marchés et l'appartenance à une culture commune en plus de l'existence de réseaux et de diasporas ethniques transétatiques militent en faveur d'accommodements, en dépit de l'absence d'institutions régionales fortes.

L'Europe est vue (par M. Zürn) comme une région où le processus complexe de globalisation a été objectivement initié. Il en est résulté une trajectoire contradictoire faite de poussée vers une intégration européenne entre États, d'une part, et des tensions socio-économiques à l'intérieur des États, d'autre part. Instable «dénationalisation» selon l'auteur, où la

perte des attributs de la souveraineté étatique n'est pas compensée par une démocratisation des procédures de décision d'une Union européenne perçue comme lointaine par ses ressortissants.

Robert Keohane, dans un neuvième chapitre, analyse de manière passionnante la dialectique qui comme chez Hobbes amène les États à renoncer à leur souveraineté pour mieux sauvegarder en réalité leurs intérêts. Pour Holm et Sorensen dont le chapitre conclut très prudemment l'ouvrage, des effets divers résulteraient de la globalisation avec la création de nouvelles zones de paix et d'autres de conflits. La globalisation signifie surtout pour eux un renforcement, dans la plupart des cas, de la coopération régionale en matière économique et de sécurité.

L'ouvrage de Holm et Sorensen est une très bonne tentative de prendre la mesure des changements survenus après la fin de la guerre froide. Le diagnostic tiré en définitive pointe l'imbrication d'éléments constitutifs d'un système international d'ores et déjà dépassé avec des données nouvelles résultant de la globalisation. L'État par exemple serait appelé à durer mais ses fonctions pourraient être profondément modifiées. En dépit de la brièveté des analyses réunies, l'ouvrage de Holm et Sorensen paraît très utile pour une réflexion sur les changements qui s'annoncent. C'est pour cela que l'on regrettera d'autant l'absence inexplicable d'une région aussi fondamentale qu'instable que le Moyen-Orient dans un ouvrage de réflexion sur l'ordre mondial.

Joseph MAÏLA

Institut d'Études Économiques et Sociales, Paris

Governance in a Changing Environment.

PETERS, B. Guy et Donald J. SAVOIE, sous la direction de Montréal, Canadian Centre for Management Development, McGill-Queen's University Press, 1995, 356 p.

Comment gouverner dans un environnement en mutation ? La décentralisation empiète sur les prérogatives du pouvoir central ; les gouvernements sont de plus en plus contraints par leurs finances dans une situation de crise et récession prolongée et doivent choisir d'abandonner ou gérer différemment certaines fonctions ; la transition à l'Est repose tout le problème du rôle de l'État, tandis que dans les démocraties traditionnelles le peuple remet en cause la légitimité du service public ; la théorie économique ne donne plus une vision claire de la façon dont doit être menée une politique économique alors que les questions à résoudre sont de plus en plus complexes.

Pour répondre à ces différents défis, la principale orientation est de gérer l'État comme le secteur privé, et c'est tout le sens des «nouvelles formes de gestion publique». L'usager, le citoyen, deviennent des clients ou des consommateurs, dont on cherche à satisfaire les besoins efficacement. L'ouvrage traite de ces questions en trois grandes parties précédées d'une introduction par B. Guy Peters, l'un des codirecteurs, du département de science politique de l'Université de Pittsburgh aux États-Unis, et closes par Donald Savoie, de l'Université de Moncton (Nouveau-Brunswick).

Une première partie est consacrée à l'*environnement en mutation* qui